

De Minister beslist en kent de beoordeling toe binnen een termijn van één maand ingaande op de datum van de ontvangst van het advies.

Artikel 74. Geen enkele aanbeveling, van welke aard ook, mag in het beoordelingsdossier worden opgenomen. Ieder personeelslid mag, op welk ogenblik ook, kennis nemen van zijn beoordelingsdossier en zo nodig een afschrift ervan verkrijgen.

Artikel 75. Het model van de beoordelingsstaat en het model van de persoonlijke fiche worden door de Executieve vastgesteld. Het model van het inspectieverslag bedoeld in artikel 67, 3° van dit besluit en betreffende de vastgenoemde personeelsleden wordt ook door de Executieve vastgesteld, die in hetzelfde document de etapes van de procedure voor het opmaken van het verslag en voor het beroep vastlegt, wanneer het personeelslid binnen de twintig dagen die volgen op de betekening van de beslissing van de inspecteur een bezwaar voor de raad van beroep indient tegen de vermelding die hem in het inspectieverslag is toe te kennen. »

§ 2. Artikel 76 en artikel 77, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 maart 1981 en 16 februari 1983 zijn opgeheven.

Art. 2. De personeelsleden die op de datum van het inwerkingtreden van dit besluit met de vermelding « buitengewoon » of « zeer goed » beoordeeld zijn, worden geacht met de vermelding « zeer goed » beoordeeld te zijn, die overeenkomstig de nieuwe bepalingen zou worden toegekend. De personeelsleden die met de vermelding « goed » of « onvoldoende » beoordeeld zijn, bewaren de hen toegekende beoordelingsvermelding.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 4. De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 9 oktober 1991.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter,
Gemeenschapsminister van Financiën, Gezondheid en Gezin, Sport en Toerisme,
J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Onderwijs en Vorming, Cultuur, Jeugd en Wetenschappelijk Onderzoek,
B. GENTGES

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 3384

[S-C — 27530]

25 JUILLET 1991. — Décret modifiant le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 3 du décret du 5 juillet 1985 est modifié comme suit :

« Au sens du présent décret, on entend par :

1° Déchets : toutes substances ou tous objets qui relèvent des catégories figurant à l'Annexe I dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire.

2° Déchets ménagers : tous déchets provenant de l'activité usuelle des ménages ou ceux qui sont assimilés à de tels déchets.

3° Déchets agricoles : tous déchets résultant de l'activité agricole, horticole ou d'élevage, à l'exception des cadavres d'animaux, des matières fécales et autres substances naturelles et non dangereuses utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole.

4° Déchets industriels : tous déchets provenant d'une activité ayant un caractère de permanence à caractère industriel, commercial ou civil en vue de retirer des recettes.

5° Déchets dangereux : les déchets définis comme tels par l'Exécutif sur base des risques qu'ils présentent pour l'homme ou l'environnement. Les déchets toxiques au sens de la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques ne sont pas compris parmi les déchets dangereux.

6° Déchets spéciaux : déchets pour lesquels des méthodes de gestion particulières sont déterminées par l'Exécutif.

7° Gestion : la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets, y compris la surveillance de ces opérations, ainsi que la surveillance des décharges après leur fermeture.

8° Collecte : opération de ramassage, de tri et/ou de regroupement des déchets en vue de leur transport.

9° Transport : ensemble des opérations de chargement, d'acheminement et de déchargement des déchets.

10° Elimination : toute opération prévue à l'Annexe II du présent décret.

11° Valorisation : toute opération prévue à l'Annexe III du présent décret.

12° Office : l'Office régional wallon des Déchets.

13° Décharge contrôlée : dépotoir soumis aux conditions d'exploitation définies par l'autorité compétente. »

L'article 3 du décret est complété par la définition suivante :

« 15° Dépôt : stockage provisoire de déchets devant être évacués ou recyclés, qui a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation et pour lequel un cautionnement est éventuellement fixé par l'autorité compétente, sur proposition du fonctionnaire technique. »

(1) Session 1990-1991.

Documents du Conseil. — 249 (1990-1991), nos 1 à 4.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 20 juin 1991. Discussion. Vote.

Art. 2. Dans l'article 4, alinéas 1er et 2, 2^o et 4^o, du même décret, le mot « éliminer » est remplacé par le mot « gérer » et, dans l'alinéa 1er, le mot « élimination » est remplacé par le mot « gestion ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même décret, le mot « élimination » est remplacé par le mot « gestion ».

Art. 4. Le titre du Chapitre III du décret est modifié comme suit : Planification de la « gestion » des déchets.

Art. 5. Dans l'article 11, § 1er, du même décret, le mot « élimination » est remplacé par le mot « gestion ».

Dans l'article 11, § 2, alinéa 2, du même décret, les mots « d'élimination » sont remplacés par les mots « de gestion ».

Dans l'article 11, § 3, du même décret, le mot « élimination » est remplacé par le mot « gestion », le mot « éliminer » est remplacé par le mot « gérer » et le mot « éliminateurs » est remplacé par le mot « intermédiaires ».

Art. 6. Dans l'article 12, § 1er, 1^o, du même décret, le mot « éliminer » est remplacé par le mot « gérer ».

Dans l'article 12, § 1er, 2^o, du même décret, les mots « d'élimination » sont remplacés par les mots « de gestion ».

A l'article 12, § 1er, 4^o, du même décret, les mots « ou la valorisation » sont ajoutés.

Dans l'article 12, § 3, du même décret, le mot « élimination » est remplacé par le mot « gestion ».

Art. 7. Dans l'article 13 du même décret, les mots « éliminateur de déchets » sont remplacés par les mots « intermédiaire chargé de la gestion des déchets ».

Art. 8. Dans l'article 14, §§ 1er et 2, du même décret, les mots « l'élimination » sont remplacés par les mots « la gestion ».

Art. 9. Dans l'article 16 du même décret, les mots « au traitement » sont remplacés par les mots « à l'élimination ou la valorisation » et les mots « l'élimination » sont remplacés par les mots « la gestion ».

Art. 10. Le titre du Chapitre V du même décret est modifié comme suit : Prévention et limitation des nuisances lors de la « gestion » des déchets.

Art. 11. Dans l'article 17, § 1er, du même décret, les mots « l'élimination » sont remplacés par les mots « la gestion ».

Dans l'article 17, § 2, du même décret, le mot « reliquats » est remplacé par le mot « déchets », le mot « éliminés » est remplacé par le mot « gérés » et le mot « éliminer » est remplacé par le mot « gérer ».

Art. 12. L'intitulé de la section II du Chapitre V du même décret est modifié comme suit : Implantation et exploitation de dépotoirs, décharges contrôlées et installations « d'élimination ou de valorisation ».

Art. 13. Dans l'article 19, § 1er, alinéas 1er et 2, du même décret, les mots « de traitement » sont remplacés par les mots « d'élimination ou de valorisation ».

Dans l'article 19, § 6, du même décret, les mots « de traitement » sont remplacés par les mots « d'élimination ou de valorisation ».

Art. 14. Dans l'article 24, 1^o, du même décret, les mots « l'élimination » sont remplacés par les mots « la gestion ».

Dans l'article 24, 3^o, du même décret, le mot « éliminent » est remplacé par les mots « participent à la gestion ».

Dans l'article 24, 3^o, f, du même décret, les mots « ou de l'élimination » sont remplacés par les mots « de l'élimination ou de la valorisation ».

Art. 15. Dans l'article 26, § 1er, du même décret, le mot « valorisateurs » est inséré entre les mots « éliminateurs » et « et détenteurs ».

A l'article 26, § 2, 2^o, du même décret, les mots « ou la valorisation; » sont ajoutés.

Dans l'article 26, § 3, du même décret, les mots « l'élimination » sont remplacés par les mots « la gestion ».

Art. 16. Dans l'article 30, § 2, 1^o, du même décret, les mots « d'élimination » sont remplacés par les mots « de gestion ».

Art. 17. Dans l'article 31, 1^o, du même décret, les mots « de traitement » sont remplacés par les mots « d'élimination ou de valorisation ».

Art. 17 bis. A l'article 44, 3^o, c, du même décret, les termes « co-produits ou sous-produits » sont supprimés.

Art. 18. Dans l'article 63, § 2, du même décret, le mot « éliminer » est remplacé par le mot « gérer ».

Art. 19. Au même décret sont ajoutées les annexes suivantes :

Annexe I. — Catégories de déchets

- Q1 Résidus de production ou de consommation non spécifiés ci-après.
- Q2 Produits hors normes.
- Q3 Produits périmés.
- Q4 Matières accidentellement déversées, perdues ou ayant subi tout autre incident, y compris toute matière, équipement, etc., contaminé par suite de l'incident en question.
- Q5 Matières contaminées ou souillées par suite d'activités volontaires (par exemple, résidus d'opérations de nettoyage, matériaux d'emballage, conteneurs, etc.).
- Q6 Eléments inutilisables (par exemple, batteries hors d'usage, catalyseurs épuisés, etc.).
- Q7 Substances devenues impropres à l'utilisation (par exemple, acides contaminés, solvants contaminés, sels de trempes épuisés, etc.).
- Q8 Résidus de procédés industriels (par exemple, scories, culots de distillation, etc.).
- Q9 Résidus de procédés antipollution (par exemple, boues de lavage de gaz, poussières de filtres à air, filtres usés, etc.).
- Q10 Résidus d'usinage/façonnage (par exemple, copeaux de tournage ou de fraisage, etc.).
- Q11 Résidus d'extraction et de préparation des matières premières (par exemple, résidus d'exploitation minière ou pétrolière, etc.).
- Q12 Matières contaminées (par exemple, huile souillée par des PCB, etc.).
- Q13 Toute matière, substance ou produit dont l'utilisation est juridiquement interdite.

- Q14 Produits qui n'ont pas ou plus d'utilisation pour le détenteur (par exemple, articles mis au rebut par l'agriculture, les ménages, les bureaux, les magasins, les ateliers, etc.).
 Q15 Matières, substances ou produits contaminés provenant d'activités de remise en état de terrains.
 Q16 Toute matière, substance ou produit qui n'est pas couvert par les catégories ci-dessus.

Annexe II. — *Opérations d'élimination*

- D1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.).
 D2 Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.).
 D3 Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans les puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.).
 D4 Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.).
 D5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.).
 D6 Rejet de déchets solides dans le milieu aquatique, sauf l'immersion.
 D7 Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin.
 D8 Traitement biologique non spécifié ailleurs dans cette annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à l'Annexe II A.
 D9 Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans cette annexe aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés à l'Annexe II A (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.).
 D10 Incinération à terre.
 D11 Incinération en mer.
 D12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.).
 D13 Regroupement préalablement à l'une des opérations de l'Annexe II, A.
 D14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de l'Annexe II, A.
 D15 Stockage préalable à l'une des opérations de l'Annexe II A, à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production.

Annexe III. — *Opérations débouchant sur une possibilité de valorisation*

- R1 Récupération ou régénération des solvants.
 R2 Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants.
 R3 Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques.
 R4 Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques.
 R5 Régénération des acides ou des bases.
 R6 Récupération des produits servant à capter les polluants.
 R7 Récupération des produits provenant des catalyseurs.
 R8 Régénération ou autres réemplois des huiles.
 R9 Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie.
 R10 Epandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie incluant les opérations de compostage et autres transformations biologiques, sauf dans le cas des déchets exclus en vertu de l'article 2, § 1er, sous b, 111).
 R11 Utilisation de déchets obtenus à partir de l'une des opérations numérotées de R1 à R10.
 R12 Echange de déchets en vue de les soumettre à l'une quelconque des opérations numérotées de R1 à R11.
 R13 Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations figurant à l'Annexe II, B, à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production.
- Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Namur, le 25 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
 chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
 des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN DER BIEST

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale,
 de la Conservation de la Nature et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
 des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 3384

[C — 27530]

25. JULI 1991. — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Artikel 3 des Dekrets vom 5. Juli 1985 wird wie folgt abgeändert :

« Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter :

1° « Abfälle » : alle Stoffe oder Gegenstände, die unter die in Anlage I aufgeführten Kategorien fallen und deren sich der Besitzer entledigt oder deren er sich entledigen möchte bzw. muß.

2° « Hausmüll » : alle Abfälle, die bei den üblichen Tätigkeiten der Haushalte anfallen oder derartigen Abfällen gleichgestellt sind.

3° « Landwirtschaftliche Abfälle » : Abfälle aus Landwirtschafts-, Gartenbau- oder Viehzuchtstätigkeiten, mit Ausnahme der Tierkadaver, Fäkalien und sonstigen innerhalb des landwirtschaftlichen Betriebs verwendeten natürlichen und ungefährlichen Stoffe.

4° « Industrieabfälle » : alle Abfälle aus einer industriellen, kommerziellen oder zivilen Tätigkeit mit permanentem Charakter, die ausgeübt wird, um Einnahmen zu erzielen.

5° « gefährliche Abfälle » : Abfälle, die die Exekutive aufgrund der Gefahren für den Menschen oder die Umwelt als solche definiert. Giftige Abfälle im Sinne des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfallstoffe zählen nicht zu den gefährlichen Abfällen.

6° « Sondermüll » : Abfälle, für die die Exekutive besondere Behandlungsmethoden bestimmt.

7° « Behandlung » : die Sammlung, den Transport, die Verwertung und die Beseitigung der Abfälle, einschließlich der Überwachung der Maßnahme, sowie die Überwachung der Deponien nach ihrer Schließung.

8° « Sammlung » : die Einsammlung, die Sortierung bzw. die Gruppierung der Abfälle im Hinblick auf ihren Transport.

9° « Transport » : alle Maßnahmen zum Aufladen, Befördern und Abladen der Abfälle.

10° « Beseitigung » : jegliche in Anlage II zu vorliegendem Dekret vorgesehene Maßnahme.

11° « Verwertung » : jegliche in Anlage III zu vorliegendem Dekret vorgesehene Maßnahme.

12° « Amt » : das Wallonische Regionale Amt für Abfälle.

13° « überwachte Deponie » : eine Kippe, die den von der zuständigen Behörde festgelegten Betriebsbedingungen unterliegt. »

Artikel 3 des Dekrets wird durch folgende Definition ergänzt :

« 15° Ablagerung : eine Zwischenlagerung von zu beseitigenden bzw. wiederzuverwertenden Abfällen, die Gegenstand einer Betriebsgenehmigung gewesen ist und für die die zuständige Behörde auf Vorschlag des technischen Beamten eventuell eine Bürgschaft festlegt. »

Art. 2. In Artikel 4, Absätze 1 und 2, Nr. 2 und Nr. 4, dieses Dekrets wird das Wort « beseitigender » bzw. « beseitigende » bzw. « beseitigenden » durch das Wort « behandelnder » bzw. « behandelnde » bzw. « behandelnden » ersetzt, und in Absatz 1 wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

Art. 3. In Artikel 5 dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

Art. 4. Die Überschrift von Kapitel III des Dekrets wird wie folgt abgeändert : Planung der Abfallbehandlung.

Art. 5. In Artikel 11, § 1, dieses Dekrets wird das Wort « Abfallbeseitigung » durch das Wort « Abfallbehandlung » ersetzt.

In Artikel 11, § 2, Absatz 2, dieses Dekrets wird das Wort « Abfallbeseitigung » durch das Wort « Abfallbehandlung » ersetzt.

In Artikel 11, § 3, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung », das Wort « beseitigen » durch das Wort « behandeln » ersetzt, und die Wörter « Abfallbeseitigungsunternehmen » und « Beseitigungsunternehmen » werden durch das Wort « Zwischenunternehmen » ersetzt.

Art. 6. In Artikel 12, § 1, Nr. 1, dieses Dekrets wird das Wort « beseitigenden » durch das Wort « behandelnden » ersetzt.

In Artikel 12, § 1, Nr. 2, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

In Artikel 12, § 1, Nr. 4, dieses Dekrets werden die Wörter « oder die Verwertung » zwischen die Wörter « Beseitigung » und « in » eingefügt.

In Artikel 12, § 3, dieses Dekrets wird das Wort « Abfallbeseitigung » durch das Wort « Abfallbehandlung » ersetzt.

Art. 7. In Artikel 13 dieses Dekrets wird das Wort « Abfallbeseitigungsunternehmen » durch die Wörter « Zwischenunternehmen, die mit der Abfallbehandlung beauftragt sind, » ersetzt.

Art. 8. In Artikel 14, §§ 1 und 2, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

Art. 9. In Artikel 16 dieses Dekrets wird das Wort « Aufbereitung » durch die Wörter « Beseitigung oder die Verwertung » und das Wort « Beseitigungskosten » durch das Wort « Behandlungskosten » ersetzt.

Art. 10. Die Überschrift von Kapitel V dieses Dekrets wird wie folgt abgeändert : Verhütung und Einschränkung der Immissionen bei der Abfallbehandlung.

(1) Sitzungsperiode 1990-1991.

Ratsdokumente. — 249 (1990-1991), Nrn. 1 bis 4.

Ausführlicher Bericht. — Öffentliche Sitzung vom 20. Juni 1991. Diskussion. Abstimmung.

Art. 11. In Artikel 17, § 1, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

In Artikel 17, § 2, dieses Dekrets wird das Wort « Rückstände » durch das Wort « Abfälle » und das Wort « beseitigt » durch das Wort « behandelt » und das Wort « Abfallbeseitigung » durch das Wort « Abfallbehandlung » ersetzt.

Art. 12. Die Überschrift von Abschnitt II, von Kapitel V, dieses Dekrets wird wie folgt abgeändert :
Ansiedlung und Betrieb von Müllabladeplätzen, überwachten Deponien und Beseitigungs- bzw. Verwertungsanlagen.

Art. 13. In Artikel 19, § 1, Absätze 1 und 2, dieses Dekrets wird das Wort « Aufbereitungsanlage » durch die Wörter « Beseitigungs bzw. Verwertungsanlage » ersetzt.

In Artikel 19, § 6, dieses Dekrets wird das Wort « Aufbereitungsanlagen » durch die Wörter « Beseitigungs- bzw. Verwertungsanlagen » ersetzt.

Art. 14. In Artikel 24, Nr. 1, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

Artikel 24, Nr. 3, Absatz 1, dieses Dekrets wird wie folgt abgeändert :

« 3° diejenigen, die, in welcher Eigenschaft auch immer, sich an der Abfallbehandlung beteiligen, Abfälle produzieren, sammeln, kaufen oder verkaufen, der Anmeldung, Eintragung, Zulassung oder Genehmigung unterwerfen. »

In Artikel 24, Nr. 3, Lit. f, dieses Dekrets werden die Wörter « oder der Beseitigung » durch die Wörter « der Beseitigung oder der Verwertung » ersetzt.

Art. 15. In Artikel 26, § 1, dieses Dekrets wird das Wort « verwerten » zwischen die Wörter « beseitigen » und « und besitzen » eingefügt.

In Artikel 26, § 2, Nr. 2, dieses Dekrets werden die Wörter « oder verwertet » zwischen die Wörter « beseitigt » und « werden sollen » eingefügt.

In Artikel 26, § 3, dieses Dekrets wird das Wort « Beseitigung » durch das Wort « Behandlung » ersetzt.

Art. 16. In Artikel 30, § 2, Nr. 1, dieses Dekrets wird das Wort « Abfallbeseitigung » durch das Wort « Abfallbehandlung » ersetzt.

Art. 17. In Artikel 31, Nr. 1, dieses Dekrets wird das Wort « Abfallaufbereitungsanlagen » durch die Wörter « Abfallbeseitigungs- bzw. -verwertungsanlagen » ersetzt.

Art. 17bis. In Artikel 44, Nr. 3, Lit. c, dieses Dekrets werden die Wörter « Koprodukten oder Nebenprodukten » gestrichen.

Art. 18. In Artikel 63, § 2, dieses Dekrets wird das Wort « beseitigen » durch das Wort « behandeln » ersetzt.

Art. 19. Diesem Dekret werden folgende Anlagen hinzugefügt :

Anlage I. — Kategorien von Abfällen

- Q1 Nachstehend nicht aufgeführte Produktions- bzw. Verbrauchsrückstände.
- Q2 Produkte, die von den Normen abweichen.
- Q3 Verfallene Produkte.
- Q4 Versehentlich verschüttete, verlorene oder von irgendeinem anderen Vorfall betroffene Stoffe, einschließlich sämtlicher Stoffe, Geräte usw., die durch den betreffenden Vorfall verseucht wurden.
- Q5 Stoffe, die infolge von freiwilligen Tätigkeiten verseucht oder verunreinigt wurden (z.B. Rückstände aus Reinigungsarbeiten, Verpackungsmaterial, Behälter usw.).
- Q6 Nichtverwendbare Elemente (z.B. nicht mehr verwendbare Batterien, verbrauchte Katalysatoren usw.).
- Q7 Substanzen, die nicht mehr verwendet werden können (z.B. verseuchte Säuren, verseuchte Lösungsmittel, erschöpfte Abschrecksalze usw.).
- Q8 Rückstände aus industriellen Verfahren (z.B. Schlacken, Destillationssätze usw.).
- Q9 Rückstände aus Verfahren zur Verschmutzungsbekämpfung (z.B. Schlämme aus der Abgaswäsche, Luftfilterstaub, aufgebrauchte Filter usw.).
- Q10 Rückstände aus der maschinellen Bearbeitung/Formgebung (z.B. Dreh- oder Frässpäne usw.).
- Q11 Rückstände aus der Gewinnung und Aufbereitung von Rohstoffen (z.B. Rückstände aus Bergwerks- oder Erdölbetrieben usw.).
- Q12 Verseuchte Substanzen (z.B. durch PCB verunreinigtes Öl usw.).
- Q13 Jeder Stoff, jede Substanz oder jedes Produkt, dessen bzw. deren Verwendung gesetzlich verboten ist.
- Q14 Produkte, die nicht bzw. nicht mehr vom Besitzer verwendet werden (z.B. von der Landwirtschaft, von Haushalten, Büros, Geschäften, Werkstätten usw. in den Abfall gegebene Artikel).
- Q15 verseuchte Stoffe, Substanzen oder Produkte aus der Sanierung von Geländen.
- Q16 Jeder Stoff, jede Substanz oder jedes Produkt, welcher bzw. welches nicht in den oben aufgeführten Kategorien einbegriffen ist.

Anlage II. — Beseitigung

- D1 Deponie auf oder im Boden (z.B. Ablagerung usw.).
- D2 Aufbereitung an Land (z.B. biologischer Abbau von flüssigen Abfällen oder Schlämmen im Boden usw.).
- D3 Tiefversenkung (z.B. Versenkung der pumpbaren Abfälle in Brunnen, Salzstöcken oder natürlichen geologischen Verwerfungen usw.).
- D4 Behandlung im Abwasserteich (z.B. Abladung von flüssigen Abfällen oder Schlämmen in Brunnen, Teichen oder Becken usw.).
- D5 speziell angelegte Ablagerung (z.B. Deponierung in getrennten, geschlossenen undurchlässigen Aushöhlungen, die voneinander und von der Umgebung isoliert sind).
- D6 Einbringung von festen Abfällen in Gewässer, außer der Versenkung.
- D7 Versenkung, einschließlich der Deponie in den Meeresuntergrund.
- D8 Biologische Behandlung, die nirgends anders in dieser Anlage aufgeführt ist und die zu Verbindungen oder Gemischen führt, die nach einem der in Anlage II A erwähnten Verfahren beseitigt werden.

- D9 Chemische und physikalische Behandlung, die nirgends anders in dieser Anlage aufgeführt ist und die zu Verbindungen oder Gemischen führt, die nach einem der in Anlage II A erwähnten Verfahren beseitigt werden (z.B. Verdunstung, Trocknung, Kalzinierung usw.).
- D10 Verbrennung an Land.
- D11 Verbrennung auf See.
- D12 Permanente Lagerung (z.B. Aufstellung von Containern in einem Bergwerk usw.).
- D13 Umgruppierung vor einem der Verfahren von Anlage II, A.
- D14 Wiederaufbereitung vor einem der Verfahren von Anlage II, A.
- D15 Lagerung vor einem der Verfahren von Anlage II, A, mit Ausnahme der Zwischenlagerung — vor der Sammlung — am Anfallort.

Anlage III. — Verfahren, die zu einer Verwertungsmöglichkeit führen

- R1 Rückgewinnung oder Aufbereitung der Lösungsmittel.
- R2 Recycling oder Rückgewinnung der organischen Stoffe, die nicht als Lösungsmittel verwendet worden.
- R3 Recycling oder Rückgewinnung der Metalle oder der Metallverbindungen.
- R4 Recycling oder Rückgewinnung anderer anorganischer Stoffe.
- R5 Aufbereitung der Säuren oder Basen.
- R6 Rückgewinnung der schadstoffaufnehmenden Produkte.
- R7 Rückgewinnung der katalytischen Produkte.
- R8 Aufbereitung oder andere Wiederverwertung des Öls.
- R9 Hauptverwertung als Brennstoff oder anderes energieerzeugendes Mittel.
- R10 Verteilung auf dem Boden zugunsten der Landwirtschaft oder der Ökologie, einschließlich der Kompostierung und anderer biologischer Behandlungen, mit Ausnahme der aufgrund von Artikel 2, § 1, Lit. b, 111) ausgeschlossenen Abfälle.
- R11 Verwendung von Abfällen aus einer der mit den Nrn. R1 bis R10 versehenen Verfahren.
- R12 Austausch von Abfällen, um diese irgendeinem der mit den Nummern R1 bis R11 versehenen Verfahren zu unterziehen.
- R13 Lagerung von Abfällen, um diese einer der in Anlage II, B, erwähnten Verfahren zu unterziehen, mit Ausnahme der Zwischenlagerung — vor der Sammlung — am Anfallort.
- Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, am 25. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden,
den Bezugsarbeiten und dem Wasser für die Wallonische Region,
A. VAN DER BIEST

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Beschäftigung, beauftragt mit der Ländlichen Erneuerung,
der Erhaltung der Natur und den Industriezonen für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten und der Ausrüstung für die Wallonische Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung,
der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft,
der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 3384

[S-C — 27530]

25 JULI 1991. — Decreet tot wijziging van het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 3 van het decreet van 5 juli 1985 wordt gewijzigd als volgt :

« In de zin van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° Afvalstoffen : alle stoffen of voorwerpen die behoren tot de Bijlage I waarvan de houder zich ontdoet of waarvan hij van plan is of verplicht is zich te ontdoen.

2° Huishoudafvalstoffen : alle afvalstoffen afkomstig van de gebruikelijke activiteit van de huishouding of zij die met dergelijke afvalstoffen worden gelijkgesteld.

3° Afvalstoffen uit de landbouw : alle afvalstoffen als gevolg van activiteiten op het gebied van de landbouw, de tuinbouw of de veeteelt, met uitzondering van dierkringen, fecaliën en andere natuurlijke en ongevaarlijke stoffen gebruikt in het kader van het landbouwkundig bedrijf.

4° Industriële afvalstoffen : alle afvalstoffen als gevolg van permanente industriële, handels- of burgerlijke activiteiten ten einde winst te doen.

5° Gevaarlijke afvalstoffen : de als zodanig door de Executieve vastgestelde afvalstoffen op basis van de risico's die zich voor de mens of het leefmilieu voordoen. De giftige afvalstoffen zijn niet in de zin van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen bij de gevaarlijke afvalstoffen inbegrepen.

6° Speciale afvalstoffen : afvalstoffen waarvoor bijzondere beheermethodes door de Executieve worden vastgesteld.

7° Beheer : het ophalen, het vervoer, de valorisatie en verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht van die verrichtingen, alsmede het toezicht van de stortplaatsen na hun sluiting.

8° Ophalen : het op- en weghalen, het sorteren en/of het inzamelen van de afvalstoffen met het oog op hun vervoer.

9° Vervoer : de ladings-, verzendings- en ontladingsverrichtingen van de afvalstoffen.

10° Verwijdering : elke in Bijlage II van dit decreet voorziene verrichting.

11° Valorisatie : elke in Bijlage III van dit decreet voorziene verrichtingen.

12° Dienst : de Waalse Gewestelijke Dienst van de Afvalstoffen.

13° Gecontroleerde stortplaats : vuilstortplaats onderworpen aan de door de bevoegde overheid vastgestelde uitbatingvoorwaarden. »

Artikel 3 van het decreet wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« 15° Opslagplaats : plaats waar afvalstoffen die opgeruimd of verwerkt moeten worden voorlopig worden opgeslagen en die het voorwerp is geweest van een exploitatievergunning en waarvoor een borgstelling door de bevoegde overheid op de voordracht van de technische ambtenaar eventueel vastgesteld werd. »

Art. 2. In artikel 4, eerste en tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « op te ruimen » vervangen door de woorden « te beheren » en in het eerste lid worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

Art. 4. De titel van Hoofdstuk III van het decreet wordt vervangen als volgt : Planning inzake beheer van afvalstoffen.

Art. 5. In artikel 11, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

In artikel 11, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

In artikel 11, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer », de woorden « op te ruimen » door de woorden « te beheren » en het woord « opruimers » vervangen door het woord « tussenpersonen ».

Art. 6. In artikel 12, § 1, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « op te ruimen » vervangen door de woorden « te beheren ».

In artikel 12, § 2, 2°, van hetzelfde decreet wordt het woord « opruimingsvoorschriften » vervangen door het woord « beheersvoorschriften ».

In artikel 12, § 1, 4°, van hetzelfde decreet worden de woorden « of de valorisatie » toegevoegd.

In artikel 12, § 3, van hetzelfde decreet wordt het woord « opruiming » vervangen door het woord « beheerd ».

Art. 7. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « opruimer van afvalstoffen » vervangen door de woorden « tussenpersoon belast met het beheer van de afvalstoffen ».

Art. 8. In artikel 14, §§ 1 en 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

Art. 9. In artikel 16 van hetzelfde decreet wordt het woord « verwerkingsinstallaties » vervangen door de woorden « opruimings- en valorisatieinstallaties ».

(1) Zitting 1990-1991.

Stukken van de Raad. — 249 (1990-1991), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 20 juni 1991. Bespreking. Stemming.

Art. 10. De titel van Hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt : Voorkoming en beperking van de hinder bij het beheer van de afvalstoffen.

Art. 11. In artikel 17, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet wordt het woord « restanten » vervangen door het woord « afvalstoffen », het woord « opgeruimd » wordt vervangen door het woord « beheerd » en het woord « opruimen » wordt vervangen door het woord « beheren ».

Art. 12. De titel van afdeling II van Hoofdstuk V van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt : Inplanting en uitbating van vuilnisbelten, gecontroleerde stortplaatsen en opruimings- en valorisatieinstallaties.

Art. 13. In artikel 19, § 1, eerste en tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « voor de verwerking » vervangen door de woorden « voor de opruiming en de valorisatie ».

Art. 14. In artikel 24, 1^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

In artikel 24, 3^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « afvalstoffen opruimen » vervangen door de woorden « aan het beheer van afvalstoffen deelnemen ».

In artikel 24, 3^o, f, van hetzelfde decreet worden de woorden « of de opruiming » vervangen door de woorden « de opruiming of de valorisatie ».

Art. 15. In artikel 26, § 1, van hetzelfde decreet wordt het woord « valorisateurs » ingevoegd tussen de woorden « opruimers » en « en houders ».

In artikel 26, § 2, 2^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « of de valorisatie » ingevoegd tussen de woorden « opruiming » en « zijn bestemd ».

In artikel 26, § 3, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

Art. 16. In artikel 30, § 2, 1^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « de opruiming » vervangen door de woorden « het beheer ».

Art. 17. In artikel 31, 1^o, van hetzelfde decreet worden de woorden « de verwerking » vervangen door de woorden « de opruiming en de valorisatie ».

Art. 17bis. In artikel 44, 3^o, c, van hetzelfde decreet worden de woorden « bijprodukten of onderprodukten » afgeschaft.

Art. 18. In artikel 63, § 2, van hetzelfde decreet wordt het woord « opruimen » vervangen door het woord « beheren ».

Art. 19. Bij hetzelfde decreet worden de volgende bijlagen gevoegd :

Bijlage I. — *Categorieën afvalstoffen*

- Q1 Productie- en verbruiksafval die hierna niet vermeld zijn.
- Q2 Produkten buiten normen.
- Q3 Verouderde produkten.
- Q4 Stoffen die toevallig geloosd of verloren werden of die elk ander incident hebben ondergaan, met inbegrip van alle stoffen, uitrustingen, enz. die tengevolge van dit incident werden besmet.
- Q5 Stoffen die tengevolge van opzettelijke activiteiten besmet of bezoedeld werden (bv. afval afkomstig van reinigingsverrichtingen, verpakkingsmaterialen, containers, enz.).
- Q6 Onbruikbare elementen (bv. afgedankte batterijen, verbruikte katalysatoren).
- Q7 Stoffen die voor hun aanwending niet meer geschikt zijn (bv. besmette zuren, besmette oplosmiddelen, verbruikt zout van badharding, enz.).
- Q8 Afvalstoffen van industriële processen (bv. slak, destillatiebezinksels, enz.).
- Q9 Afvalstoffen van vuilwerende processen (bv. slib afkomstig van de reiniging van gas, stof van luchtfilters, afgesloten filters, enz.).
- Q10 Bewerkings-/vormgevingsafval (bv. draalbewerkings- of frezingsspanen, enz.).
- Q11 Afval afkomstig van de winning en van de voorbereiding van grondstoffen (bv. mijn- of olieontginingsafval, enz.).
- Q12 Besmette stoffen (olie bezoedeld door PCB, enz.).
- Q13 Materialen, stoffen of produkten waarvan de aanwending gerechtelijk verboden is.
- Q14 Produkten die voor de bezitter niet of niet meer gebruikt worden (bv. de door de landbouw, gezinnen, bureaus, winkels, werkplaatsen afgedankte artikels).
- Q15 Besmette materialen, stoffen of produkten afkomstig van activiteiten met het oog op het herstellen van terreinen.
- Q16 Materialen, stoffen of produkten die niet tot één van de hieronder vermelde categorieën behoort.

Bijlage II. — *Verwijderingsverrichtingen*

- D1 Opslag op of in de grond (bv. stortplaats, enz.).
- D2 Behandeling in de grond (bv. biologische afbraak in de grond van vloeibare afvalstoffen of van slib).
- D3 Inpersen in de diepte (bv. inpersen van pompbare afvalstoffen in putten, zouthorsten of in de natuurlijke geologische breuken).
- D4 Het aanleggen van waterbekken (bv. lozing van vloeibare afvalstoffen of van slib in putten, vijvers of lozingsbekken, enz.).
- D5 Storting van afvalstoffen in daartoe bijzonder ingerichte stortplaatsen (bv. opslag in dichte, afzonderlijke, bedekte en van elkaar en van het leefmilieu afgezonderde cellen, enz.).
- D6 Lozing van vaste afvalstoffen in het oppervlaktewater, behalve indompeling.
- D7 Indompeling met inbegrip van de begraving in de onderzeese ondergrond.
- D8 Biologische behandeling die in die bijlage niet vermeld wordt en die verbindingen of mengsels geven welke overeenkomstig één van de in Bijlage II, A, vermelde procédés worden verwijderd.

- D9 Fysisch-chemische behandelingen die in die Bijlage niet vermeld worden en die verbindingen of mengsels welke overeenkomstig één van de in Bijlage II, A, vermelde procédés worden verwijderd (bv. verdamping, gloeiing, verbranding, enz.).
- D10 Verbranding op aarde.
- D11 Verbranding in zee.
- D12 Permanente opslag (bv. opslag van containers in een mijn, enz.).
- D13 Hergroepering voor één van de in Bijlage II, A, bedoelde verrichtingen.
- D14 Herconditionering voor één van de in Bijlage II, A, bedoelde verrichtingen.
- D15 Opslag voor één van de in Bijlage II, A, bedoelde verrichtingen, met uitzondering van de voorlopige opslag, voor inzamelen, op de productieplaats.

Bijlage III. — *Verrichtingen die op een mogelijkheid van valorisatie uitlopen*

- R1 Terugwinning of regeneratie van oplosmiddelen.
- R2 Recycling of terugwinning van organische stoffen die niet als oplosmiddelen worden gebruikt.
- R3 Recycling of terugwinning van metalen of metaalverbindingen.
- R4 Recycling of terugwinning van andere anorganische stoffen.
- R5 Regeneratie van zuren of bases.
- R6 Terugwinning van producten bestemd voor het opvangen van verontreinigende stoffen.
- R7 Terugwinning van producten afkomstig van katalysatoren.
- R8 Regeneratie of andere herstelprocessen van olie.
- R9 Hoofdgebruik als brandstof of andere processen om energie te produceren.
- R10 Verspreiding op de grond voor landbouwkundige of ecologische doeleinden, met inbegrip van het komposteren en van de andere biologische verwerkingen, behalve wanneer de afvalstoffen krachtens artikel 3, § 1, b, 111), uitgesloten worden.
- R11 Aanwending van afvalstoffen gekregen na één van de verrichtingen bedoeld in R1 tot R10.
- R12 Uitwisseling van afvalstoffen ten einde zij met één van de verrichtingen genummerd van R1 tot en met R10 te behandelen.
- R13 Opslag van materialen ten einde zij met één van de in Bijlage II, B, aangegeven verrichtingen te behandelen, met uitzondering van de voorlopige opslag, voor het ophalen, op de productieplaats.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt,

Namen, 25 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN DER BIEST

De Minister van Begroting, Financiën en Vervoer voor het Waalse Gewest,
A. DALEM

De Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,
E. HISMANS

De Minister van Openbare Werken en Uitrusting voor het Waalse Gewest,
A. BAUDSON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen voor het Waalse Gewest,
A. LIENARD

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,
G. LUTGEN